

CONSEIL MUNICIPAL DU 16 NOVEMBRE 2020 COMPTE-RENDU SUCCINCT

Affiché en mairie le 19 novembre 2020

L'an deux mille vingt , le seize novembre à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Marie-Thérèse BOUGÉ - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Philippe SINGER

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Brigitte BERTHE donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

En raison de la crise sanitaire relative au COVID-19, des mesures exceptionnelles sont prises pour cette séance du Conseil municipal :

- Impossibilité pour le public d'être physiquement présent,
- Aménagement de la salle pour respecter les distanciations physiques entre les élus,
- Retransmission de la séance en direct sur Internet, sur la page Facebook de la Ville de Chenôve.

Désignation du secrétaire de séance dans l'ordre du tableau : M. Léo LACHAMBRE.

M. Léo LACHAMBRE procède à l'appel.

Ajout, approuvé par l'assemblée délibérante, d'une délibération sur table : VŒU DE SOUTIEN AU MOUVEMENT DES MAISONS DES JEUNES ET DE LA CULTURE (M.J.C.).

Lors du vote de la délibération « RENOUVELLEMENT URBAIN – APPROBATION DE L'AVENANT À LA CONVENTION PLURIANNUELLE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE DIJON MÉTROPOLE ET DEMANDE DE SUBVENTION », M. Philippe NEYRAUD interpelle M. le Maire pour prendre la parole, puis il lève la main. M. le Maire met aux voix la délibération :

- lors du vote « contre », M. Philippe NEYRAUD se lève, la main toujours levée,
- lors du vote « abstention », M. Philippe NEYRAUD garde la main levée, alors que M. Philippe SINGER fait un signe discret de la main.

Dans la confusion, le Président de séance déclare la délibération votée à l'unanimité.

M. Léo LACHAMBRE n'était pas présent dans la salle lors du vote des délibérations :

- CONVENTIONS TRIPARTITES ENTRE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ, LES LYCÉES ANTOINE ET STEPHEN LIEGEARD ET LA VILLE DE CHENÔVE POUR

L'UTILISATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES DE LA COMMUNE : AUTORISATION DE SIGNATURE,
- BUDGET 2020 – DÉCISION MODIFICATIVE N°2.

M. Yves-Marie BRUGNOT n'était pas présent dans la salle lors du vote des délibérations :
- ADHÉSION À LA CENTRALE D'ACHAT DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ POUR L'ESPACE NUMÉRIQUE DE TRAVAIL « ECLAT-BFC »,
- CRÉATION D'UN TARIF POUR LES VACATIONS FUNÉRAIRES.

Une seule liste est présentée par la majorité municipale pour la désignation des délégués au SIPLASUD. La liste est élue avec 30 voix sur 33.

M. le Maire annonce avoir entamé la procédure de décharge fonctionnelle de M. Éric COMMEAU, Directeur général des services.

ADMINISTRATION GENERALE

1 - VŒU DE SOUTIEN AU MOUVEMENT DES MAISONS DES JEUNES ET DE LA CULTURE (M.J.C.)

Les MJC sont vitales pour nos territoires.

L'Éducation populaire est une démarche collective et humaniste qui comprend l'ensemble des pratiques éducatives et culturelles qui œuvrent à la transformation sociale et à l'émancipation des individus, avec la volonté de développer leur puissance démocratique d'agir, en complément des structures traditionnelles d'enseignement et des systèmes éducatifs institutionnels. Les valeurs progressistes et émancipatrices qu'elle véhicule, les champs d'action qu'elle investit et la nécessité de son implantation locale au plus près des habitants sont en accord avec les idéaux et les convictions que partagent les élus qui siègent au sein du Conseil municipal, au-delà de tout clivage politique.

Actrices de cette philosophie et particulièrement actives sur le terrain, les Maisons des Jeunes et de la Culture (MJC) sont des partenaires incontournables des collectivités dans le cadre de la mise en œuvre des politiques éducatives, sociales et culturelles dans les territoires avec le souci permanent de l'autre, soucieux de toutes et de tous. À Chenôve, la MJC qui bénéficie d'un soutien financier important de la ville est un partenaire historique et majeur de la municipalité. Elle est engagée avec nous, notamment dans l'accompagnement du Conseil Citoyen, dans la conduite du projet du Centre social, dont nous lui avons confié le pilotage dans le cadre d'un contrat d'objectifs et de moyens conclu entre les deux institutions.

Hélas, le mouvement des MJC connaît une crise financière sans précédent qui menace très fortement la viabilité et l'existence de la fédération nationale des Maisons des Jeunes et de la Culture (FFMJC). Pourtant, avec cet acteur de terrain, laïque, ce sont 6 fédérations régionales, 9 fédérations ou unions départementales et 9 fédérations ou unions locales qui assurent un maillage territorial. Ce sont près de 400 associations affiliées qui représentent plus de 100 000 adhérents. Ce sont près de 10 000 bénévoles réguliers, plus de 30 000 occasionnellement engagés dans des actions utiles et populaires puisque plus d'1 million d'utilisateurs fréquentent les MJC du réseau et leur programme d'actions.

Face à cette situation difficile, nous, élus qui siégeons au nom des Chenevellières et des Cheneveliers au sein du Conseil municipal de la ville de Chenôve, tenons à affirmer notre soutien plein et entier au mouvement des MJC, à la Fédération Régionale des MJC de Bourgogne-Franche-Comté et à la MJC de Chenôve.

Les MJC et plus particulièrement celle de Chenôve peuvent compter sur la Ville de Chenôve qui reste et restera à leurs côtés, pour promouvoir un projet et des démarches d'Éducation populaire qui visent à permettre à toutes et tous, jeunes ou adultes, d'être des citoyennes et des citoyens actifs, engagés et éclairés, qui incarnent une République démocratique, pérenne et vivante.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le vœu de soutien au mouvement des Maisons des Jeunes et de la Culture (MJC).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

COHESION SOCIALE ET URBAINE

2 - RENOUVELLEMENT URBAIN – APPROBATION DE L'AVENANT À LA CONVENTION PLURIANNUELLE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE DIJON MÉTROPOLE ET DEMANDE DE SUBVENTION

Le 6 juillet 2015, la Ville de Chenôve a signé le contrat de ville 2015-2020 de Dijon Métropole en application de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 (loi n° 2014-173) qui identifie les enjeux et les objectifs poursuivis en matière de cohésion sociale et urbaine à l'échelle des Quartiers Politique de la Ville (QPV) de la métropole.

A l'échelle métropolitaine, deux quartiers sont éligibles au Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) : le quartier du Mail à Chenôve, en tant que quartier d'intérêt national, et le quartier de la Fontaine d'Ouche à Dijon, en tant que quartier d'intérêt régional. Le 2 décembre 2016, un protocole de préfiguration de la convention de rénovation urbaine de Dijon Métropole a été signé précisant la feuille de route à suivre afin de définir les projets de renouvellement urbain de ces deux quartiers.

La convention de renouvellement urbain de Dijon Métropole, intégrant le projet du quartier de Fontaine d'Ouche, a été signée le 30 octobre 2019. En attente de validation par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) à cette époque, le projet de renouvellement urbain du quartier du Mail devait, quant à lui, être intégré ultérieurement à la convention métropolitaine par voie d'avenant.

La présente délibération a pour objet de soumettre à l'approbation du Conseil Municipal l'avenant n°1 à la convention de renouvellement urbain de Dijon Métropole portant sur le quartier du Mail à Chenôve.

Dans le cadre du NPNRU, Dijon Métropole, la Ville de Chenôve et leurs partenaires affirment leur volonté de poursuivre les actions engagées dans le cadre du premier programme de renouvellement urbain afin de conforter l'attractivité du quartier du Mail et améliorer le cadre de vie de ses habitants.

Validée le 9 octobre 2019 par le Comité d'Engagement de l'ANRU, la stratégie de renouvellement urbain du quartier du Mail s'inscrit dans une approche intégrée de développement territorial du sud dijonnais qui trouve sa traduction dans le PLUi-HD. Complémentaire et cohérente avec la mutation de l'axe Dijon / Beaune, la poursuite du renouvellement urbain du quartier du Mail participe :

- au changement d'image et à l'attractivité de Chenôve,
- à l'affirmation de Chenôve comme pôle urbain structurant à l'échelle du sud dijonnais.

La stratégie de renouvellement urbain du quartier du Mail repose sur les principes suivants :

- renforcement de l'attractivité du centre ville, en cours d'aménagement, et du secteur Kennedy,
- amélioration, en cœur de quartier, de la qualité des espaces et des équipements publics et de l'attractivité résidentielle du parc de logements.

Les opérations programmées dans le cadre du NPNRU s'organisent autour de trois secteurs d'intervention :

- le secteur Saint-Exupéry, au sud, où l'enjeu est de transformer l'emprise de l'ancien centre commercial en un espace public confortant l'attractivité des immeubles environnants et laissant une large place au retour de la nature en ville,
- le secteur Renan et les franges Est du tramway, de part et d'autre du parc urbain, avec des interventions lourdes sur le parc de logements à loyer modéré (démolitions

- partielles, éco-réhabilitations, résidentialisations...) et les équipements publics (bibliothèque François MITTERRAND, gymnase du Mail),
- le secteur Kennedy, au nord, dont la requalification de l'ensemble commercial en perte d'attractivité doit permettre de maintenir une offre de proximité au bénéfice des habitants du quartier du Mail et contribuer à la diversification de l'offre de logements.

Il est précisé que les interventions prévues sur le secteur Kennedy, bien que faisant partie intégrante de la démarche de renouvellement urbain du quartier du Mail portée par Dijon Métropole et la Ville de Chenôve, ne seront pas aidées financièrement par l'ANRU et ses partenaires ; le secteur étant situé en dehors du périmètre du quartier politique de la ville.

Les opérations programmées au titre du NPNRU à l'échelle du quartier du Mail sont les suivantes :

- soutien à l'ingénierie dédiée à la mise en œuvre du NPNRU (conduite de projet, études...),
- démolition partielle de l'immeuble Matisse (Habellis) et de l'ILM (Orvitis) soit 60 logements à loyer modéré,
- aménagement du secteur Saint-Exupéry et de la rue Renan,
- reconstitution, hors QPV, de l'offre de logements à loyer modéré démolis,
- éco-réhabilitation et résidentialisation de 346 logements à loyer modéré (Habellis, Orvitis),
- diversification de l'offre de logements,
- interventions sur les équipements publics de proximité (requalification du gymnase du Mail, extension/réhabilitation de la bibliothèque François MITTERRAND).

Le coût global du projet est estimé, hors opération Kennedy, à 61,49 millions d'euros HT dont :

- 38,99 millions d'euros destinés aux interventions sur le cadre bâti,
- 9,10 millions d'euros consacrés aux aménagements des espaces publics,
- 11,66 millions d'euros pour les équipements publics,
- 1,74 millions d'euros pour l'ingénierie.

Au titre de cet avenant n°1 à la convention de renouvellement urbain de Dijon Métropole, l'aide de l'ANRU pour le quartier du Mail s'élève à 18,49 millions d'euros dont :

- 11,49 millions d'euros de subventions,
- 7,00 millions d'euros de prêts à taux bonifiés.

Il est précisé que, dans le cadre de cet avenant, la Ville de Chenôve s'engage à réaliser, en tant que maître d'ouvrage, les opérations de requalification du gymnase du Mail et d'extension/réhabilitation de la bibliothèque François MITTERRAND. Ces opérations dont le montant total est évalué à 11,66 millions d'euros HT bénéficieront d'une subvention de l'ANRU de 1,65 millions d'euros.

Vu l'avenant n°1 à la convention de renouvellement urbain de Dijon Métropole joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 3 novembre 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 4 novembre 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver l'avenant n°1 à la convention de renouvellement urbain de Dijon Métropole et ses annexes, dont l'annexe financière,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à y apporter des modifications ne remettant pas en cause l'économie générale du projet pour tenir compte, le cas échéant, d'ajustements à la demande de l'ANRU ou de ses partenaires,

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 à la convention de renouvellement urbain de Dijon Métropole,

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter les subventions auprès de l'ANRU et d'autres partenaires financiers,

ARTICLE 5 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

3 - RENOUVELLEMENT URBAIN – DÉCONSTRUCTION PARTIELLE DE L'ILM RUE ERNEST RENAN APPARTENANT À ORVITIS : ACCORD DE LA VILLE DE CHENÔVE

Le 13 mars 2020, le Bureau d'Orvitis, Office Public de l'Habitat de la Côte-d'Or, a émis un avis favorable à la déconstruction partielle de l'ILM sis 14 à 30 rue Ernest Renan à Chenôve. Accompagnée d'une requalification et d'une résidentialisation, cette déconstruction partielle de l'ILM a pour objectif de diviser l'immeuble en plusieurs unités résidentielles. L'une de ces unités résidentielles serait labellisée "Sérénitis" et dédiée à l'accueil des seniors dans des appartements accessibles, adaptés et disposant d'une offre de services du quotidien pour le bien vivre à domicile.

Sous réserve des études de faisabilité en cours, la déconstruction concernerait 2 cages d'escaliers, soit 30 logements sur les 90 logements que compte actuellement l'immeuble. La restructuration de logements de grandes typologies en logements plus petits permettra d'atteindre, à nouveau, 90 logements après travaux. Une attention particulière sera portée à l'amélioration de la performance énergétique avec une certification "Bâtiment Basse Consommation Rénovation".

Le Code de la construction et de l'habitation stipule que la démolition d'un bâtiment à usage d'habitation appartenant à un organisme d'habitations à loyer modéré et construit avec l'aide de l'État nécessite, au préalable, l'obtention d'une autorisation préfectorale avec l'accord de la commune d'implantation.

L'opération de déconstruction partielle de l'ILM s'inscrit dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) dont les enjeux, les orientations et le programme pour le quartier du Mail ont été validés le 9 octobre 2019 par le comité d'engagement de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU).

La stratégie de renouvellement urbain du quartier du Mail s'inscrit dans une approche intégrée de développement territorial du sud dijonnais qui trouve sa traduction dans le PLUi-HD. Complémentaire et cohérente avec la mutation urbaine le long de l'axe Dijon / Beaune, la poursuite du renouvellement urbain du quartier du Mail participe :

- au changement d'image et au renforcement de l'attractivité de Chenôve,
- à l'affirmation de Chenôve comme pôle urbain structurant à l'échelle du sud dijonnais.

Cette opération de déconstruction partielle accompagnée d'une requalification et d'une résidentialisation des abords contribue à l'aménagement du secteur Renan et conforte l'attractivité résidentielle et la diversification du parc de logements à loyers modérés en répondant notamment au besoin d'une offre de logements adaptés à destination des personnes âgées.

Considérant le présent exposé,

Vu l'article L443-15-1 du Code la construction et de l'habitation,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 3 novembre 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 4 novembre 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De donner son accord à la déconstruction partielle de l'ILM sis 14 à 30 rue Ernest Renan à Chenôve,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

4 - AUTOPARTAGE : RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION AVEC LA SCIC AUTOPARTAGE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Il est rappelé que, depuis 2018, la Ville de Chenôve expérimente la mise à disposition d'un véhicule en autopartage sur un emplacement de parking de la place Pierre Meunier à proximité du pôle multi-modal « Chenôve Centre ». Cette expérimentation permet de proposer aux Chenevelièrès et aux Cheneveliers une alternative à l'usage de la voiture individuelle et participe à l'essor des mobilités partagées à l'échelle du territoire métropolitain.

Le bilan de l'année 2020 est globalement satisfaisant. De janvier à septembre 2020, la voiture a été réservée 256 fois, soit une hausse de plus de 60 % par rapport aux réservations constatées en 2019 sur la même période. Le nombre d'utilisateurs est, quant à lui, passé de 33 en 2019 (13 professionnels et 20 particuliers) à 19 en 2020 (4 professionnels et 15 particuliers). Cette baisse du nombre d'utilisateurs peut s'expliquer, notamment, par la réticence de certains à utiliser un véhicule partagé dans le contexte de crise sanitaire que nous traversons.

La convention annuelle, signée en décembre 2019, entre la Ville de Chenôve et la SCIC Autopartage-Bourgogne-Franche-Comté arrive à échéance le 20 décembre 2020.

Vu les éléments de bilan, il est proposé de renouveler la convention avec la SCIC Autopartage Bourgogne-Franche-Comté pour une période d'une année aux conditions exposées dans le projet de convention joint à la présente délibération :

- exonération du paiement de la redevance d'occupation du domaine public,
- versement par la collectivité d'une participation financière de 6 000 € TTC correspondant à un crédit d'utilisation d'environ 80 heures et 700 km mensuels pendant 12 mois.

Considérant le précédent exposé,

Vu le projet de convention joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 3 novembre,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 4 novembre.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention entre la SCIC Autopartage Bourgogne-Franche-Comté et la Ville de Chenôve conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

FINANCES

5 - SUBVENTIONS 2020 : PROJET « START AGAIN » DE L'ASSOCIATION AMIS'MOTS

Depuis 2019, l'association AMIS'MOTS a mis en place sur Chenôve son projet pédagogique « *Start Again* ». Formation pluridisciplinaire destinée aux femmes qui sont confrontées à des difficultés sociales et professionnelles, « *Start Again* » est un programme qui permet à ces dernières de se remettre en confiance à travers différents ateliers tels que le coaching personnalisé, l'apprentissage des langues, des mathématiques ou encore de l'informatique.

Le projet répond à différents objectifs :

- Accès à l'emploi / cohésion sociale,
- Égalité femmes / hommes,
- Lutte contre les discriminations.

Jusqu'ici, 80 % des femmes qui ont participé à « *Start Again* » se sont vues proposer à l'issue soit une formation diplômante, soit un CDD ou un CDI.

Par délibération n° DEL_2019_049, la Ville de Chenôve a accordé en 2019 une subvention d'un montant de 4 000 € à l'association AMIS'MOTS pour la mise en œuvre de son projet « *Start Again* » sur la commune.

Afin de soutenir la continuité de cette action qui s'articule sur plusieurs sessions organisées durant l'année 2020, il est proposé au Conseil municipal d'accorder une nouvelle subvention d'un montant de 4 000 € en faveur de l'association AMIS'MOTS pour son projet « *Start Again* ».

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 4 novembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 5 novembre 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'accorder une subvention d'un montant de 4 000 € à l'association AMIS'MOTS pour son projet « *Start Again* »,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

6 - CONVENTIONS TRIPARTITES ENTRE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ, LES LYCÉES ANTOINE ET STEPHEN LIEGEARD ET LA VILLE DE CHENÔVE POUR L'UTILISATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES DE LA COMMUNE : AUTORISATION DE SIGNATURE

Considérant que le lycée professionnel Antoine situé à Chenôve et le lycée Stephen Liegeard situé à Brochon ne disposent pas d'équipements sportifs pour couvrir tous les besoins pédagogiques,

Considérant d'une part, que la Région a la charge des lycées, qu'elle en assure l'équipement et prend en charge les frais de fonctionnement et que, d'autre part, l'éducation physique et sportive fait partie de l'enseignement obligatoire et qu'elle doit être dispensée dans des équipements sportifs adéquats,

Considérant que la commune de Chenôve dispose d'installations sportives pouvant bénéficier aux élèves dont la responsabilité incombe à la Région, il convient de conclure une convention relative à l'utilisation des installations sportives municipales avec la Région Bourgogne-Franche-Comté et chacun des lycées, pour une période de 2 ans et 8 mois, soit du 1^{er} janvier 2021 au 31 août 2023.

La précédente convention étant arrivée à son terme, il convient de la renouveler avec des conditions financières actualisées et établies en lien avec la Région Bourgogne-Franche-Comté. Le forfait précédemment appliqué est remplacé par un tarif horaire par type d'équipement utilisé, comme indiqué ci-dessous :

- Installations couvertes : 13 € de l'heure,
- Installations plein air : 6 € de l'heure,
- Centre nautique municipal : 14,35€ de l'heure.

Vu les projets de convention d'utilisation des installations sportives par les lycées annexés à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 4 novembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 5 novembre 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions d'utilisation des installations sportives avec la Région et les lycées Antoine et Stephen Liégeard, conformément aux conditions exposées ci-dessus.

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. LACHAMBRE

7 - BUDGET 2020 – DÉCISION MODIFICATIVE N°2

En fonctionnement, afin de sécuriser l'exécution comptable des charges de personnel jusqu'à la clôture de l'exercice, il est proposé d'abonder préventivement de 30 000 € ce chapitre. Ce montant correspond à l'ajustement de la participation au Comité d'Action Sociale au titre de 2020.

Par ailleurs, il est prévu un transfert de crédits de 6 500 € entre le fonctionnement et l'investissement, destiné notamment à la modernisation des équipements de la salle du conseil (écran et micros) et de la sonorisation portative.

Les recettes sont complétées à hauteur de 31 715 € provenant de la prise en charge par l'assureur de la commune des sinistres intervenus à la la Maison du lien social et au Boulodrome.

En investissement, seule la somme de 6 500 € est prévue en dépenses.

Les recettes sont abondées de 32 900 €, correspondant à la clôture des deux sinistres sur la boîte à vélos et 2 690 € au titre des subventions. Cette somme comprend un ajustement de la DSIL pour les travaux de l'hôtel de ville (-12 310 €), compensé par une aide de la CAF de 15 000 € pour les travaux de rénovation des locaux de P'tit Bleu P'tit Jaune.

En conséquence, l'emprunt est réduit de 29 090 €.

Vu le budget primitif 2020 et la décision modificative n°1,

Vu la décision modificative n°2 annexée à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 4 novembre 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'adopter la décision modificative n° 2 au budget 2020 jointe en annexe.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. LACHAMBRE

8 - ADHÉSION À LA CENTRALE D'ACHAT DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ POUR L'ESPACE NUMÉRIQUE DE TRAVAIL « ECLAT-BFC »

Le contexte épidémique de COVID-19 et la mise en place du confinement de mars à juin 2020 a eu de graves conséquences pour de nombreux élèves de Chenôve qui, confrontés à la fracture numérique, se sont retrouvés en rupture d'apprentissage et de suivi pédagogique.

Ce contexte a amené la Municipalité, déjà très investie dans le digital éducatif, à concevoir une stratégie d'École numérique en choisissant d'attribuer dès janvier 2021 un ordinateur à tous les élèves de CM1 scolarisés à Chenôve et de déployer dans les six écoles élémentaires un espace numérique de travail (ENT).

Un espace numérique de travail (ENT) désigne un ensemble intégré de services numériques (agenda, messagerie, blog de classe, accès aux ressources numériques...) nécessaires aux apprentissages et mis à disposition de tous les acteurs de la communauté éducative d'une ou plusieurs écoles dans un cadre sécurisé.

L'espace numérique de travail (ENT) permet ainsi aux enseignants, à leurs élèves et aux parents de ces derniers de consulter et d'échanger des contenus et d'avoir accès à des services numériques qui leur sont destinés. Des personnels non enseignants peuvent aussi y avoir accès (collectivités, comptes invités, ...). L'ENT est accessible par internet grâce à des identifiants personnels via un ordinateur, une tablette ou un smartphone

Dès lors, il est envisagé de déployer à compter de janvier 2021 pour l'ensemble des écoles élémentaires de Chenôve l'environnement numérique de travail ECLAT-BFC grâce aux services proposés par la société KOSMOS dans le cadre du marché conclu par la centrale d'achat de la Région Bourgogne-Franche-Comté.

La commande s'effectuerait aux conditions suivantes (tarifs 2020) :

- Mise en œuvre du service (uniquement la 1^{ère} année) : 30,42 € HT/ école
- Fourniture du service ENT : 0,51 € HT/ élève / année scolaire

Le déploiement de la solution ECLAT-BFC nécessite une adhésion de la Ville de Chenôve à la centrale d'achat de la Région Bourgogne-Franche-Comté (ouverte à toutes les collectivités présentes sur le territoire régional).

La durée de la centrale d'achat est illimitée et son fonctionnement est réalisé à titre gratuit.

L'adhésion se fait par délibération de chaque collectivité volontaire avec approbation des règles de fonctionnement de la centrale d'achat. L'adhésion à la centrale n'engage pas ses membres à participer à l'ensemble des procédures de marchés mais laisse la liberté aux adhérents de recourir aux marchés au cas par cas pour l'acquisition de fournitures ou de services.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 4 novembre 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De se prononcer favorablement sur l'adhésion de la Ville de Chenôve à la centrale d'achat régionale et d'approuver les termes des statuts de ladite centrale joints en annexe,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. BRUGNOT

ADMINISTRATION GENERALE

9 - CRÉATION D'UN TARIF POUR LES VACATIONS FUNÉRAIRES

Le 7 août 2020, les Pompes funèbres dijonnaises ont ouvert un funérarium au 21 rue Jean Moulin à Chenôve.

Dès lors, il y a lieu de créer un tarif pour les vacations funéraires dues par les familles en contrepartie de la surveillance des opérations funéraires réalisées sur le territoire communal.

L'article L.2213-14 du Code Général des Collectivités Territoriales limite les opérations funéraires soumises à surveillance et au paiement de vacations :

- aux opérations de fermeture du cercueil, en cas de transport du corps hors de la commune de décès ou de dépôt et lorsque aucun membre de la famille n'est présent,
- aux opérations de fermeture du cercueil, lorsqu'il doit être procédé à la crémation du corps.

Conformément à l'article L.2213-15, le montant des vacations est fixé par le maire après avis du conseil municipal. Le maire conserve le choix du montant applicable dans sa commune, dans l'intervalle de prix compris entre 20 € et 25 €, ce montant pouvant être actualisé par arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales en fonction de l'indice du coût de la vie de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Le dispositif des vacations funéraires est sans incidence budgétaire pour la Ville de Chenôve. Quel que soit le montant unitaire fixé par le maire, les vacations n'intègrent pas le budget de la collectivité.

Dans les communes classées en zone de police d'État où la surveillance des opérations funéraires est exercée par les fonctionnaires de la police nationale, les vacations sont versées directement au budget de l'État.

Il vous est donc proposé de fixer à 20 € le tarif de ces vacations funéraires.

Vu les articles L.2213-14 et L.2213-15 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 4 novembre 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'émettre un avis favorable à la création d'un tarif unitaire des vacations funéraires fixé à 20 €,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. BRUGNOT

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

10 - COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ : FONCTIONNEMENT ET COMPOSITION

Dans les communes de 5 000 habitants et plus, il est créé une commission communale pour l'accessibilité composée notamment de représentants de la commune, d'associations ou organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique, d'associations ou organismes représentant les personnes âgées, de représentants des acteurs économiques ainsi que de représentants d'autres usagers de la ville.

Cette commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Elle détaille l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite, en fonction du type de handicap, des principaux itinéraires et cheminements dans un rayon de deux cents mètres autour des points d'arrêt prioritaires au sens de l'article L.1112-1 du Code des transports. Elle établit un rapport annuel présenté en conseil municipal et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

Elle est destinataire des projets d'agendas d'accessibilité programmée prévus à l'article L.111-7-5 du Code de la construction et de l'habitation concernant des établissements recevant du public situés sur le territoire communal.

Elle est également destinataire des documents de suivi définis par le décret prévu à l'article L.111-7-9 du Code de la construction et de l'habitation et de l'attestation d'achèvement des travaux prévus dans l'agenda d'accessibilité programmée mentionnée au même article quand l'agenda d'accessibilité programmée concerne un établissement recevant du public situé sur le territoire communal.

Le rapport de la commission communale pour l'accessibilité est présenté au conseil municipal et est transmis au représentant de l'État dans le département, au président du conseil départemental, au conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport.

La commission est présidée par le maire ou son représentant, désigné par arrêté municipal.

Le maire arrête la liste des membres de la commission, qui pourra s'établir comme suit :

- des représentants de la ville de Chenôve : sont concernés les élus dont la délégation de fonction attribuée par M. le Maire a un lien avec l'accessibilité au sens de l'article L.2143-3 du Code général des collectivités territoriales,
- des représentants des associations travaillant avec ou auprès des personnes handicapées ou des personnes âgées,
- des représentants parmi les acteurs économiques (syndicats de salariés, syndicats d'entrepreneurs, chambres consulaires...),
- toutes personnalités compétentes, notamment les cadres municipaux tels que le Directeur général des services, la Directrice du C.C.A.S., le Directeur des Services techniques, le Directeur de la Cohésion sociale et urbaine, et tout autre usager chenevelier ou personnalité extérieure invité à siéger.

La commission communale d'accessibilité sera réunie au moins une fois par an, et chaque

fois que nécessaire, à l'initiative de son Président qui en fixera l'ordre du jour.

Chacun des membres extérieurs à la Municipalité pourra se faire représenter sous réserve d'en informer officiellement le Président avant l'ouverture de la séance.

Cette commission organise également un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

Vu l'article L.2143-3 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 5 novembre 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter la composition et le fonctionnement de la commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées tels qu'exposés,

ARTICLE 2 : D'en confier la présidence à Monsieur le Maire ou son représentant,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

FINANCES

11 - COOPÉRATIVES SCOLAIRES – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS : SECOND VERSEMENT

Outre les dotations forfaitaires, réparties lors du précédent conseil municipal, les coopératives scolaires bénéficient de subventions, attribuées (sur présentation de justificatifs), pour les projets d'école et les voyages scolaires.

Le montant de chacune de ces aides a été fixé par la délibération du 11 février 2013, respectivement à 160 € par école et 99 € par classe pour les sorties à la journée. Compte tenu des demandes déposées par les écoles, il est proposé d'attribuer ces subventions comme suit :

Attributaire	Nature de l'activité	Montant
Gambade (Maternelle Gambetta)	Projet d'école	160,00
Maternelle Violettes	Projet d'école	160,00
Primaire Grands Crus	Sortie scolaire (4 classes)	396,00
Primaire En Saint Jacques	Sortie scolaire (9 classes)	891,00
Maternelle En Saint Jacques	Sortie scolaire (3 classes)	297,00
Élémentaire Violettes	Sortie scolaire (11 classes)	1 089,00

Vu la délibération du 11 février 2013 fixant les modalités d'attribution des subventions aux coopératives scolaires,

Vu le budget primitif 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 4 novembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 5 novembre 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'attribuer les subventions aux coopératives scolaires telles que listées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

DOMAINE ET PATRIMOINE

12 - CESSION DU BIEN IMMOBILIER SITUÉ AU 36 RUE ARMAND THIBAUT : AUTORISATION DE SIGNATURE

La commune de Chenôve a acquis le 1^{er} juillet 2015, sur le fondement de l'intervention de l'Établissement Public Foncier Local (EPFL) des collectivités de Côte-d'Or, une maison sise 36 rue Armand Thibaut, cadastrée section AH n°70, à la suite d'une première délibération du Conseil municipal du 18 novembre 2013.

Ce bien acquis au titre du volet thématique d'intervention « Projets communaux » avait pour objectif la réalisation d'une opération d'habitat collectif.

Ce projet ayant été abandonné, cette propriété n'a plus d'utilité pour la commune.

De ce fait, ce bien a été mis en vente depuis plus de deux ans. Toutes les propositions d'achat faites à ce jour par d'éventuels acquéreurs étaient très en deçà des estimations de France Domaine, du fait de la vétusté de la maison et des travaux nécessaires pour sa remise en état.

Aujourd'hui, la commune bénéficie d'une offre d'achat de 270 000 € présentée par Monsieur et Madame Abdelhafid et Kawtar AJOURAY, en date du 2 octobre 2020.

Cette opération pourrait être consentie pour un montant de 270 000 € duquel seraient déduits les honoraires de l'agence mandatée pour ce bien, soit 16 000 €.

Les frais liés à l'acte seraient à la charge de l'acquéreur.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention de l'EPFL et à la convention opérationnelle autorisée par le conseil municipal et signée le 1^{er} juillet 2015, la rétrocession à la commune ne s'imposerait pas, l'EPFL céderait directement le bien aux acquéreurs,

Le différentiel entre le prix d'acquisition par l'EPFL pour le compte de la commune et le prix de cession aujourd'hui envisagé, serait remboursé par la commune à l'EPFL. Les modalités de cette cession seront examinées lors d'un conseil d'administration de l'EPFL en date du 19 novembre 2020,

Cette opération serait donc consentie pour un montant total payable par la commune de 208 254,84 € arrondi à 208 255,00 € correspondant au montant du différentiel augmenté des frais d'acte, de la participation aux frais de portage fixé à 1 % par an pendant 4 ans puis 1,3 % par an outre les impôts fonciers.

Soit :

- Montant du différentiel : 144 975 €
- Frais d'acte notarié : 6 254,84 €
- Frais de portage du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2019 : 18 490 €
- Frais de portage du 1^{er} juillet 2019 au 19 novembre 2020 : 8 331 €
- Impôts : 30 204 €

Considérant les caractéristiques susvisées de l'opération qu'il importe de conclure dans les conditions les plus favorables pour la commune,

Considérant qu'il convient de vendre ce bien pour éviter qu'il continue de se dégrader et arrêter le paiement des frais de portage à l'EPFL,

Considérant la prochaine délibération de l'EPFL à intervenir le 19 novembre 2020,

Vu l'offre d'achat de Monsieur et Madame Abdelhafid et Kawtar AJOURAY du 2 octobre 2020,

Vu l'avis de France Domaine du 31 janvier 2020 pour un montant de 330 000 €,

Vu le plan joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 3 novembre 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la cession de cette propriété désignée ci-dessus aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : De mandater l'EPFL afin de signer l'acte notarié correspondant et tout acte préalable nécessaire afin d'engager les parties dès avant la signature de l'acte notarié,

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à procéder au paiement à l'EPFL du montant de 208 255,00 € correspondant au différentiel du prix augmenté des frais et impôts tels que mentionnés ci-dessus,

ARTICLE 4 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 ABSTENTION :

M. MICHEL

RESSOURCES HUMAINES

13 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le tableau actuel des effectifs de la collectivité,

Le tableau des effectifs doit être mis à jour au vu de la nécessité de créer ou transformer les postes suivants pour satisfaire aux besoins des services :

- Créations de postes

- Afin de renforcer les effectifs du service de la Police municipale, il est proposé la création des postes suivants :
 - un poste de policier à temps complet susceptible d'être pourvu par l'un des grades du cadre d'emplois des agents de police municipale (catégorie C),
 - deux postes à temps complet susceptibles d'être pourvus par l'un des grades du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux (catégorie C). Ces agents occuperont les fonctions d'adjoint de sécurité sur la voie publique.
- Dans le but de procéder à la nomination stagiaire de plusieurs agents contractuels déjà en poste depuis plusieurs années, il est proposé la création des deux postes suivants :
 - un poste d'adjoint administratif (catégorie C) à temps complet,
 - un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps complet.
- Pour faire suite à l'ouverture de plusieurs classes dans les écoles municipales, et afin d'assurer l'entretien des locaux, il est proposé la création des postes suivants :
 - un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet sur la base de 16 heures hebdomadaires,
 - un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet sur la base de 30 heures hebdomadaires.

- Transformations de postes

- À ces deux créations réalisées dans le cadre des ouvertures de classes, s'ajoute la proposition de transformation des postes suivants :
 - un poste d'agent spécialisé principal 2ème classe des écoles maternelles (catégorie C) à temps non complet à 24 heures 30 minutes hebdomadaires en un poste d'agent spécialisé principal 2ème classe des écoles maternelles (catégorie C) à 31 heures 30 minutes hebdomadaires,
 - un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 28 heures hebdomadaires en un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 31 heures 30 minutes hebdomadaires,
 - un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 16 heures hebdomadaires en un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 24 heures hebdomadaires,
 - un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 24 heures hebdomadaires en un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 32 heures hebdomadaires,
 - un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 23 heures 30 minutes hebdomadaires en un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 26 heures hebdomadaires,

- un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 30 heures hebdomadaires en un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 31 heures 30 minutes hebdomadaires,
 - un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 11 heures hebdomadaires en un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 14 heures hebdomadaires,
 - un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 23 heures hebdomadaires en un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 30 heures hebdomadaires,
 - un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 25 heures hebdomadaires en un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 30 heures hebdomadaires.
- Dans le cadre de la campagne d'avancement de grade pour l'année 2020, il est proposé la transformation des postes suivants :
 - *Catégorie A :*
 - un poste d'attaché à temps complet en un poste d'attaché principal à temps complet,
 - un poste de professeur d'enseignement artistique de classe normale à temps complet en un poste de professeur d'enseignement artistique hors classe,
 - un poste de puéricultrice de classe supérieure à temps complet en un poste de puéricultrice hors classe à temps complet.
 - *Catégorie B :*
 - un poste de chef de service de police municipale principal 2ème classe à temps complet en un poste de chef de service de police municipale principal 1ère classe à temps complet,
 - un poste de rédacteur principal 2ème classe à temps complet en un poste de rédacteur principal 1ère classe à temps complet,
 - *Catégorie C :*
 - un poste d'adjoint administratif principal 2ème classe à temps complet en un poste d'adjoint administratif principal 1ère classe à temps complet,
 - un poste d'adjoint administratif à temps complet en un poste d'adjoint administratif principal 2ème classe à temps complet,
 - trois postes d'adjoint d'animation à temps complet en trois postes d'adjoint d'animation principal 2ème classe à temps complet,
 - un poste d'adjoint du patrimoine à temps complet en un poste d'adjoint du patrimoine principal 2ème classe à temps complet,
 - deux postes d'adjoint technique principal 2ème classe à temps complet en deux postes d'adjoint technique principal 1ère classe à temps complet,
 - cinq postes d'adjoint technique à temps complet en cinq postes d'adjoint technique principal 2ème classe à temps complet,
 - un poste d'adjoint technique à temps non complet à 25 heures hebdomadaires en un poste d'adjoint technique principal 2ème classe à temps non complet à 25 heures hebdomadaires,
 - un poste d'auxiliaire de puériculture principal 2ème classe à temps non complet à 28 heures hebdomadaires en un poste d'auxiliaire de puériculture principal 1ère classe à temps non complet à 28 heures hebdomadaires,
 - un poste de gardien-brigadier à temps complet en un poste de brigadier chef principal à temps complet.

À l'issue de ces créations et transformations de poste, le tableau des effectifs, tel qu'adopté lors du Conseil municipal du 28 septembre 2020, sera modifié.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020.



Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 4 novembre 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver la création et la transformation des postes décrits ci-dessus, à savoir :

- un poste relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale (catégorie C) à temps complet,
- deux postes relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques (catégorie C) à temps complet,
- un poste d'adjoint administratif (catégorie C) à temps complet,
- un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps complet,
- un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet sur la base de 16 heures hebdomadaires,
- un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet sur la base de 30 heures hebdomadaires,
- un poste d'agent spécialisé principal 2ème classe des écoles maternelles (catégorie C) à temps non complet à 24 heures 30 minutes hebdomadaires en un poste d'agent spécialisé principal 2ème classe des écoles maternelles (catégorie C) à 31 heures 30 minutes hebdomadaires,
- un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 28 heures hebdomadaires en un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 31 heures 30 minutes hebdomadaires,
- un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 16 heures hebdomadaires en un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 24 heures hebdomadaires,
- un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 24 heures hebdomadaires en un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 32 heures hebdomadaires,
- un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 23 heures 30 minutes hebdomadaires en un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 26 heures hebdomadaires,
- un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 30 heures hebdomadaires en un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 31 heures 30 minutes hebdomadaires,
- un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 11 heures hebdomadaires en un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 14 heures hebdomadaires,
- un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 23 heures hebdomadaires en un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 30 heures hebdomadaires,
- un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 25 heures hebdomadaires en un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 30 heures hebdomadaires,
- un poste d'attaché (catégorie A) à temps complet en un poste d'attaché principal (catégorie A) à temps complet,
- un poste de professeur d'enseignement artistique de classe normale (catégorie A) à temps complet en un poste de professeur d'enseignement artistique hors classe (catégorie A) à temps complet,
- un poste de puéricultrice de classe supérieure (catégorie A) à temps complet en un poste de puéricultrice hors classe (catégorie A) à temps complet,
- un poste de chef de service de police municipale principal 2ème classe (catégorie B) à temps complet en un poste de chef de service de police municipale principal 1ère classe (catégorie B) à temps complet,

- un poste de rédacteur principal 2ème classe (catégorie B) à temps complet en un poste de rédacteur principal 1ère classe (catégorie B) à temps complet,
- un poste d'adjoint administratif principal 2ème classe (catégorie C) à temps complet en un poste d'adjoint administratif principal 1ère classe (catégorie C) à temps complet,
- un poste d'adjoint administratif (catégorie C) à temps complet en un poste d'adjoint administratif principal 2ème classe (catégorie C) à temps complet,
- trois postes d'adjoint d'animation à temps complet (catégorie C) en trois postes d'adjoint d'animation principal 2ème classe (catégorie C) à temps complet,
- un poste d'adjoint du patrimoine (catégorie C) à temps complet en un poste d'adjoint du patrimoine principal 2ème classe (catégorie C) à temps complet,
- un poste d'adjoint technique principal 2ème classe (catégorie C) à temps complet en un poste d'adjoint technique principal 1ère classe (catégorie C) à temps complet,
- cinq postes d'adjoint technique (catégorie C) à temps complet en cinq postes d'adjoint technique principal 2ème classe (catégorie C) à temps complet,
- un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps non complet à 25 heures hebdomadaires en un poste d'adjoint technique principal 2ème classe (catégorie C) à temps non complet à 25 heures hebdomadaires,
- un poste d'auxiliaire de puériculture principal 2ème classe (catégorie C) à temps non complet à 28 heures hebdomadaires en un poste d'auxiliaire de puériculture principal 1ère classe (catégorie C) à temps non complet à 28 heures hebdomadaires,
- un poste de gardien-brigadier (catégorie C) à temps complet en un poste de brigadier chef principal à temps complet (catégorie C),

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

14 - DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS AU SYNDICAT DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR DU PLATEAU DU SUD DIJONNAIS (SIPLASUD) – VOTE À BULLETIN SECRET

Considérant que les désignations dans les organismes extérieurs peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que s'agissant des organes délibérants des syndicats intercommunaux, les représentants des communes dans les syndicats intercommunaux sont élus par les conseils municipaux des communes membres du syndicat dans les conditions prévues à l'article L.2122-7 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant que les statuts du Syndicat Intercommunal de Sauvegarde et de Mise en valeur du plateau du Sud Dijonnais (SIPLASUD) prévoient deux représentants titulaires et deux représentants suppléants de la Ville de Chenôve pour siéger au syndicat,

Le Président de séance a enregistré les candidatures.

Il est proposé au Conseil municipal la liste suivante :

- Titulaires :
 - M. Thierry FALCONNET
 - M. Bruno HABERKORN
- Suppléants :
 - M. Léo LACHAMBRE
 - Mme Marie-Thérèse BOUGÉ

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, a remis son bulletin de vote dans une enveloppe fermée.

Vu les articles L.2122-7, L.2121-21 et L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L.5211-7 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à l'élection des délégués devant siéger dans l'organe délibérant des syndicats de communes.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De désigner au scrutin secret deux représentants titulaires et deux représentants suppléants pour siéger au Syndicat Intercommunal de Sauvegarde et de Mise en valeur du plateau du Sud Dijonnais (SIPLASUD), après appel à candidature :

- Titulaires :
 - M. Thierry FALCONNET
 - M. Bruno HABERKORN
- Suppléants :
 - M. Léo LACHAMBRE
 - Mme Marie-Thérèse BOUGÉ

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

30 POUR

3 NULS

15 - DÉSIGNATIONS DE REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE DIFFÉRENTS ORGANISMES EXTÉRIEURS – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE

Considérant que les désignations dans les organismes extérieurs peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les désignations prévues par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante,

Considérant qu'il faut recueillir l'accord unanime du Conseil municipal pour procéder à un vote à main levée,

Considérant les désignations intervenues conformément aux délibérations précédentes du conseil municipal, au sein des organismes mentionnés dans le tableau ci-après,

Considérant que conformément à l'article L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il peut être procédé à tout moment, et pour le reste de la durée des fonctions assignées aux membres ou délégués de ces organismes, au remplacement de ceux-ci par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes,

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération DEL_2020_022 du Conseil municipal du 8 juin 2020 portant désignation des représentants de la ville de Chenôve dans divers organismes extérieurs,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De procéder à une désignation à main levée pour l'ensemble des représentations ci-après,

ARTICLE 2 : De désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les organismes extérieurs tel que précisé dans le tableau suivant :

ORGANISMES	MEMBRES TITULAIRES DÉSIGNÉS	MEMBRES SUPPLÉANTS DÉSIGNÉS	EN REMPLACEMENT DE
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLÈGE DU CHAPITRE	N. ACHÉRIA		P. AUDARD
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLÈGE ÉDOUARD HERRIOT	N. ACHÉRIA		P. AUDARD

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE de procéder à un vote à main levée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

ADMINISTRATION GENERALE**16 - DÉLÉGATIONS DE POUVOIR À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,

Vu le tableau joint en annexe,

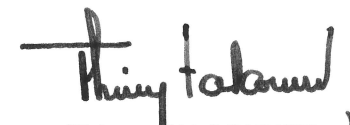
Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

La séance est levée à 21 h 23.




Thierry FALGONNET